SESSION EXTRAORDINAIRE – 25 MARS 2025

PROCÈS-VERBAL de la session extraordinaire des membres du conseil de la Municipalité de Chelsea tenue le 25 mars 2025 à 18 h par visioconférence conformément à l'article 51 de la *Loi édictant la Loi visant à protéger les élus municipaux et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal*, et à l'article 164.1 modifié du *code municipal*.

ÉTAIENT PRÉSENTS les conseillères Cybèle Wilson et Kimberly Chan, et les conseillers Dominic Labrie et Christopher Blais, sous la présidence du Maire Pierre Guénard.

ÉTAIENT ÉGALEMENT PRÉSENTS Me Sheena Ngalle Miano, Directrice générale et greffière-trésorière, et Me Charles-Hervé Aka, Directeur du Service des affaires juridiques et du greffe.

ÉTAIENT ABSENTS la conseillère Rita Jain et le conseiller Enrico Valente.

Une période de questions fut tenue, à laquelle aucune question ne fut posée.

CONVOCATION

Tous les membres du conseil ont été dûment convoqués.

QUORUM

Le Maire ayant constaté qu'il y avait quorum, déclare l'assemblée ouverte à 18 h 02.

VOTE

À moins d'indication contraire dans le présent procès-verbal, le Maire se prévaut de son privilège prévu à l'article 161 du *Code municipal du Québec (LRQ. c C-27.1)* en s'abstenant de voter.

88-25

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

IL EST PROPOSÉ par la conseillère Cybèle Wilson, appuyé par le conseiller Dominic Labrie et résolu que l'ordre du jour gouvernant cette session, soit et est par la présente adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

89-25

MANDAT POUR UNE ÉVALUATION MARCHANDE À PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS INC. DANS LE DOSSIER NUMÉRO 550-05-016353-248

ATTENDU QUE la Municipalité de Chelsea a transmis un avis d'expropriation lequel fut signifié le 2 août 2024 et inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Gatineau le 12 août 2024 sous le numéro 28 887 828;

SESSION EXTRAORDINAIRE – 25 MARS 2025

89-25 (suite)

ATTENDU que la Municipalité de Chelsea est devenue propriétaire des lots 6 274 715, 6 274 716, 6 274 717 et 6 274 718 au cadastre du Québec le 6 décembre 2024 suivant un avis de transfert de droit déposé au tribunal administratif du Québec, section des affaires immobilières, en vertu de l'article 38 de la *Loi concernant l'expropriation*;

ATTENDU QUE la Municipalité souhaite obtenir l'évaluation marchande des lots 6 274 715, 6 274 716, 6 274 717 et 6 274 718 du cadastre du Québec dans le but de régler le montant de la contrepartie pour le transfert des lots ci-avant mentionnés;

ATTENDU QUE l'établissement de la juste valeur marchande est nécessaire dans un contexte d'acquisition par voie d'expropriation;

ATTENDU QU'IL y a lieu de mandater un évaluateur agréé et d'obtenir une évaluation marchande indépendante;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Kimberly Chan, appuyé par la conseillère Cybèle Wilson et résolu que le conseil mandate la firme Paris, Ladouceur & Associés Inc., évaluateurs immobiliers professionnels, au montant de 35 500,00 \$ plus taxes, afin d'établir la juste valeur marchande des lots ci-avant décrits, selon l'offre de service amendée datée du 3 février 2025 comprenant les volets 1, 2 et 3.

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU d'abroger et de remplacer la résolution numéro 31-25 adoptée le 4 février 2025.

IL EST DE PLUS RÉSOLU QUE le Maire et la Directrice générale et greffière-trésorière ou leurs remplaçants, soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Municipalité, tous les documents donnant effet à la présente résolution.

Les fonds nécessaires seront pris à même le poste budgétaire 02-130-00-419 (Honoraires professionnels – Autres).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

90-25

**MANDAT À ME MARTIN RACINE, AVOCAT, PRÉVOST FORTIN D'AOUST
S.E.N.C.R.L. DANS LE DOSSIER NUMÉRO 550-22-022262-248**

ATTENDU QUE le 18 septembre 2024, la Municipalité de Chelsea fut saisie d'une poursuite devant la Cour du Québec, Chambre civile, pour dommages et intérêts à la suite du refus de délivrer des permis pour travaux dans le dossier cité en titre;

ATTENDU que la FQM a pris fait et cause pour la Municipalité dans ce dossier;

ATTENDU QUE le requérant a modifié sa demande initiale en novembre 2024 pour une demande d'injonction *type Mandamus* aux fins d'exiger que la Municipalité lui délivre les permis demandés;

ATTENDU QUE ce type de procédure n'est pas couvert la FQM;

SESSION EXTRAORDINAIRE – 25 MARS 2025

90-25 (suite)

ATTENDU QU'IL y a lieu de mandater l'avocat au dossier pour la portion de la demande d'injonction *type Mandamus*;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Dominic Labrie, appuyé par la conseillère Kimberly Chan et résolu que le conseil mandate Me Martin Racine, Avocat, de la firme Prévost Fortin D'Aoust s.e.n.c.r.l. dans le dossier numéro 550-22-022262-248 pour la portion de la demande *type Mandamus*.

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE le Maire et la Directrice générale et greffière-trésorière ou leurs remplaçants, soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Municipalité, tous les documents donnant effet à la présente résolution.

Les fonds nécessaires seront pris à même le poste budgétaire 02-610-00-412 (Honoraires professionnels – Services juridiques).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

91-25

LEVÉE DE LA SESSION

IL EST PROPOSÉ par le conseiller Christopher Blais, appuyé par la conseillère Cybèle Wilson et résolu que cette session extraordinaire soit levée à 18 h 09.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Sheena Ngalle Miano
Directrice générale et greffière-trésorière

Pierre Guénard
Maire